

Prix de l'électricité : des hausses à court terme menacent la place industrielle suisse

24.05.2011

D'un coup d'oeil

À la demande d'economiesuisse, le centre de recherche conjoncturelle de l'EPFZ (KOF) a fait le point sur l'état actuel des recherches relatives à la réaction de la demande en cas de hausse des prix de l'électricité. Il en ressort que de fortes hausses des prix à court terme n'induisent pas une baisse de la consommation, elles affaiblissent avant tout la compétitivité. Les entreprises y réagissent en améliorant l'efficacité énergétique à long terme – pour autant qu'elles ne soient pas évincées du marché dans l'intervalle.

La sortie du nucléaire entraînerait une nette diminution de l'offre d'électricité en Suisse. La décision du gouvernement allemand de mettre momentanément à l'arrêt sept centrales nucléaires a provoqué une hausse du prix de l'électricité de quelque 20% à la mi-mars. Pour la Suisse, la sortie du nucléaire, réclamée par la gauche et les Verts, impliquerait une diminution massive de l'offre pendant le semestre d'hiver. Alors, le taux d'autoapprovisionnement baisserait à tout juste 40 % en janvier et les prix prendraient l'ascenseur. Certains exigent par ailleurs l'introduction d'une taxe sur l'électricité afin d'encourager une amélioration de l'efficacité énergétique.

economiesuisse a donc donné pour mandat au KOF d'établir la corrélation entre les hausses de prix et la modification de la consommation sur la base de la documentation économique et scientifique existante. Les résultats sont relativement clairs : les hausses de prix à court terme n'induisent qu'une légère modification de la demande sur un horizon de temps allant jusqu'à douze mois. Les estimations relatives aux réactions à long terme montrent que l'élasticité des prix de la demande reste nettement inférieure à 1 selon les segments de consommateurs, ce qui indique une faible élasticité. Les modifications de prix à long terme doivent être relativement importantes pour influencer la demande de manière substantielle. En règle générale, les entreprises parviennent à faire baisser leur consommation à long terme via un accroissement des investissements dans l'efficacité énergétique.

Pas d'adaptation sans douleur

Dans la réalité, l'adaptation des entreprises à des hausses de prix de l'électricité ne se fait pas sans douleur. Les chiffres présentés à l'occasion de la conférence de presse d'economiesuisse du 17 mai dernier l'attestent. Une hausse du prix de l'électricité de 1 centime par kilowattheure (kWh) implique, pour les entreprises à forte intensité énergétique implantées en Suisse, 36 millions de francs de coûts supplémentaires – ce qui correspond au coût de plus de 400 emplois. Autrement dit, une hausse de 1 centime par kWh correspond à une augmentation de la masse salariale de 0,5 % dans l'industrie chimique et pharmaceutique. Les entreprises confrontées à la concurrence internationale n'ont qu'une faible marge pour compenser de fortes hausses de prix via une amélioration de l'efficacité énergétique. Afin d'éviter d'être évincées du marché, elles délocaliseront la production dans des pays plus avantageux.

Aux yeux d'economiesuisse, cela n'a pas de sens de prendre des décisions précipitées dans le domaine de la politique énergétique. Il faut plutôt s'attacher à concevoir une stratégie de politique énergétique globale fondée sur des faits clairement établis. Et cela prend du temps.